



[Subscribe](#) to PSI's fortnightly newsletter, view it on-line or [download a PDF](#)

Le monde de la finance a été sauvé, nous avons été dupé(e)s. C'est ce qui s'est passé ces dix dernières années. #10AnsAprès

Après l'effondrement, les gouvernements ont sauvé les banques, sans les réparer. Le monde de la finance a refusé de changer son mode d'action. C'est la population – et nos services publics – qui en ont payé le prix.



Ça suffit. Il nous faut envoyer un message au monde politique, aux banques et institutions pour faire savoir que ça ne va pas. Telle est la demande de « Change Finance » (Changeons le monde de la finance), un mouvement social qui s'étend sur plus de 11 pays et 5 continents et qui rallie de plus en plus de partisan(e)s, notamment des associations, des groupes de campagnes, des groupes de réflexion, des associations environnementales, des organisations religieuses et des syndicats, qui représentent des millions de personnes à travers le monde.

Un peu partout, des citoyen(ne)s vont participer à une [journée d'action](#). C'est là que vous intervenez. Ensemble, nous pourrions nous faire entendre.

Tout commence le **15 septembre** – la date anniversaire des 10 ans de la faillite de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers, qui a marqué le début de la crise.

<https://www.changefinance.org/fr/homepage-2/>

Afrique & Pays arabes

Afrique du Sud : En réponse à l'annonce fracassante du Président Ramaphosa signifiant [le licenciement de 30 000 travailleurs/euses des services publics par le gouvernement](#), le **Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, COSATU)** a déclaré qu'il ne voterait pas en faveur de l'ANC en 2019 si le gouvernement maintenait la suppression des postes et continuait à privatiser les entreprises publiques. **Bheki Ntshali, Secrétaire général du COSATU**, a déclaré que « la privatisation des entreprises publiques proposée par certaines personnes du gouvernement et de l'ANC [nuira à la capacité de l'Etat à :](#) fournir les services de base aux populations défavorisées ; garantir le développement des infrastructures ; intervenir pour restructurer l'économie afin d'assurer la croissance et la création d'emploi. » **Le COSATU est convaincu que la privatisation mènera à la perte d'emplois** [et] « stimulera la **précarisation de l'emploi**, caractérisée par l'augmentation du nombre de travailleurs/euses engagé(e)s sous des contrats de travail à durée déterminée. Elle **écartera par ailleurs les travailleurs/euses des plateformes de négociation établies depuis des années dans le secteur public et conduira à une diminution globale des revenus, des bénéfices et de la sécurité de l'emploi.** »

Afrique du Sud : Une directive européenne a attribué le contrôle de la délivrance des visas à des intérêts privés et a littéralement déplacé la frontière de Schengen en Afrique du Sud. « [Cette directive et des directives ultérieures ont véritablement entraîné la privatisation du contrôle de l'immigration.](#) En effet, les compagnies aériennes **sous-traitent le contrôle**, avant le départ, de la validité des documents de voyage et des intentions de voyage de leurs passagers **à des compagnies privées d'assistance au sol, telles que Checkport, qui appartient à Swissport International Ltd., du groupe HNA.** »

Afrique du Sud : Irvin Jim, **Secrétaire général du Syndicat national des ouvriers/ères métallurgistes d'Afrique du Sud (National Union of Metalworkers of South Africa, NUMSA)**, a déclaré que l'adoption du modèle de production d'énergie indépendant, promu par la Nouvelle banque de développement des BRICS (NDB), [équivalait à la « privatisation d'Eskom par d'autres moyens, et nous nous y opposons totalement.](#) Nous ne pouvons pas accepter que la responsabilité du réseau et de la fourniture d'électricité soit confiée à des compagnies privées. **Nous avons appris un grand nombre de leçons douloureuses par le passé concernant la privatisation. En fin de compte, elle aggrave les conditions des travailleurs/euses et de leur famille, car elle augmente les droits de douane et les restrictions budgétaires.** »

Botswana : En réponse à la déclaration du Président Mokgweetsi Masisi, qui prévoit de sabrer la fonction publique et de s'engager dans un processus de privatisation de grande envergure des entreprises publiques, **Topias Marenga, Secrétaire général du Syndicat des employé(e)s du secteur public du Botswana (Botswana Public Employees Union)**, a déclaré: « La réduction de la fonction publique représenterait un "coup fatal", alors que les bénéfices de la privatisation restent à prouver. **Le problème de nos dirigeants, c'est qu'ils/elles sont sous l'emprise du Fonds monétaire international**, qui veut diminuer de 5 pour cent les revenus des services publics », a-t-il ajouté par téléphone. « Notre problème est lié à [l'absence de plateformes efficaces au sein desquelles nous pourrions discuter de ces sujets avec le gouvernement, sur un pied d'égalité, en tant que partenaires sociaux.](#) »

Egypte : Le Président Sisi prétend que [la privatisation a toujours figuré à l'ordre du jour de l'Etat.](#) « L'Etat réfléchit depuis longtemps à la privatisation des entreprises du secteur public à un moment ou à un autre, ce qui est très bien. L'idée étant d'avoir un certain équilibre entre le secteur public et le secteur privé. » La **privatisation pourrait être amorcée par un projet de loi** proposé par Hisham Tawfik, ministre des Entreprises publiques, qui prévoit, pour la première fois, d'autoriser le secteur privé à détenir des parts dans des sociétés holdings du secteur public. [Business News Europe/bneIntellinews, 8 août 2018].

Ethiopie : Les syndicats des services publics et les organisations de la société civile sont écartés du nouveau « Conseil consultatif sur la privatisation » créé par le gouvernement. « Un simple coup d'œil à la liste des membres du Conseil consultatif confirme que nous avons raison de nous inquiéter d'éventuels conflits d'intérêts. Kassahun Kebede est le Directeur associé de Cepheus Growth Capital Fund, **un fonds d'investissement privé** qui s'occupe essentiellement des investissements en Ethiopie. Eyesuswork Zafu et Aynalem Megersa sont **membres du conseil d'administration de deux banques privées qui pourraient être impliquées dans le processus de privatisation.** En général, ce genre de banques encouragent les paiements et accordent des prêts aux entreprises ou entretiennent des relations avec elles. Abebe Aemiro Sellasie, un autre membre, est **directeur du département africain du Fonds monétaire international.** Bien souvent, les institutions financières internationales octroient des prêts, négocient les conditions de financement et imposent des restrictions aux gouvernements. Leurs objectifs ne correspondent pas toujours à ceux du gouvernement et

ne prennent pas nécessairement en compte les impacts des ajustements structurels qu'elles préconisent habituellement. » Le ministre des Informations du pays a [déclaré à Reuters en juillet](#) que le gouvernement **avait lancé un appel d'offres afin de recevoir des conseils de la part de sociétés de conseil internationales, telles que McKinsey et PwC. McKinsey est actuellement impliqué dans un énorme scandale en Afrique du Sud en raison de certaines de ses pratiques**, et est notamment accusée [de corruption pour son rôle présumé dans une « campagne de pillage »](#) des structures gouvernementales qui aurait duré cinq ans.

Ethiopie/Afrique : En marge de la visite aux Etats-Unis du **Premier ministre Abiy Ahmed**, lors de laquelle des inquiétudes se sont fait jour concernant **son intention de s'engager dans un processus de privatisation de grande envergure** des entreprises publiques, Ewnetu Haile retrace [l'histoire récente de la privatisation en Afrique](#). Il y décrit chaque période et avance les raisons ayant pu mener au ralentissement ou à l'abandon de cette pratique par le passé. **« Des programmes de privatisation inefficaces vont de pair avec des niveaux élevés de corruption, un niveau de vie médiocre pour les contribuables et un creusement des inégalités.** Au contraire, parmi les indicateurs positifs de réussite mentionnés par [l'étude \[de la LSE\]](#) figurent une forte appropriation du processus par le gouvernement, des réformes bien conçues et échelonnées, la mise en œuvre de politiques complémentaires, la création de structures chargées de la capacité réglementaire et de la bonne gouvernance des entreprises, une attention portée à la pauvreté et aux impacts sociaux, ainsi qu'une communication publique solide. » Il ajoute que **« la privatisation des soins de santé et du transport public ne se révèle pas nécessairement efficace, étant donné que l'objectif de rentabilité importe moins que l'intérêt public »**.

Ghana : Le Parlement a approuvé l'accord de concession entre le gouvernement et le consortium d'investisseurs dirigé par la compagnie de distribution électrique de Manille, qui consacre [la participation du secteur privé dans la compagnie électrique nationale du Ghana \(Electricity Company of Ghana, ECG\)](#). « Le Ghana et les Etats-Unis d'Amérique, par le biais de la Millennium Challenge Corporation (MCC), ont signé un Pacte dans le cadre du *Millennium Challenge* qui, entre autres, définit la participation des acteurs privés dans l'ECG. L'ECG octroiera une concession à un investisseur ou opérateur privé pour la gestion de l'opération de distribution, y compris le financement et la recherche de nouveaux investissements, **ou la privatisation partielle ou complète.** » **Haruna Iddrisu, chef de l'opposition**, « a demandé **une garantie quant aux fonctions et à la sécurité d'emploi des travailleurs/euses de l'ECG**, déclarant que [le pays doit jalousement protéger la sécurité de l'emploi](#). Il a ajouté que la Chambre devait être informée des montants des contributions sous forme d'investissement de chacun des partenaires du consortium dans le cadre de l'accord. »

Ghana : [Le Ghana accepte de rentrer dans les rangs du FMI après la fin de son « plan de sauvetage »](#). « Dans un souci de contrôle de ses dépenses, le pays met en œuvre des politiques visant à **encourager la participation des investisseurs privés dans le développement des routes, des chemins de fer et des ports**, a déclaré [Ken Ofori-Atta, ministre des Finances]. »

Kenya/Ethiopie : Quelques jours après l'annonce par le Kenya et l'Ethiopie de leurs projets de privatisation des aéroports, l'Association du transport aérien international (IATA) [met en garde les gouvernements africains contre les dangers de la privatisation](#). L'IATA a récemment déclaré que [la privatisation s'avérait plus onéreuse pour les voyageurs/euses et n'était pas gage d'une plus grande efficacité, contrairement à ce que prétendent ses partisan\(e\)s](#). [Aux Philippines, la privatisation des aéroports a déplacé les travailleurs/euses.](#)

Namibie : Le gouvernement [sollicite les conseils et l'aide de la Jamaïque](#) à l'heure où il envisage d'établir un **« partenariat public-privé » (PPP) pour un opérateur de son nouveau terminal à conteneurs à Walvis Bay**. Le projet de PPP [fait suite à la pression exercée par la Banque mondiale pour autoriser une compagnie privée à gérer l'infrastructure](#).

Nigeria : Malgré l'opposition massive des organisations communautaires et de la société civile, le gouvernement de l'Etat de Lagos [a sélectionné quatre compagnies privées à but lucratif pour son programme de « partenariat public-privé » dans le secteur de l'eau](#). Le gouvernement a nié ses intentions de privatisation, se réfugiant derrière l'argument habituel que les PPP ne sont pas synonymes de privatisation et qu'ils n'en sont qu'à un stade embryonnaire. « A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, le **Congrès du travail du Nigeria (Nigeria Labour Congress)** et certaines de ses organisations affiliées, notamment le **Syndicat uni des services publics (Amalgamated Union of Public Services)** et le **Front d'action commune (Joint Action Front)**, ainsi que d'autres groupes tels que l'ONG **Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria (ERA/FoEN)**, ont demandé par écrit au gouvernement de réfléchir aux mesures qu'il prévoit de mettre en place dans le secteur de l'eau afin d'éviter de nouvelles protestations. » ERA/FoEN a publié un rapport détaillé [sur les alternatives à la privatisation de l'eau](#). **La branche de l'Etat de Lagos du**

Syndicat uni des entreprises publiques, fonctionnaires, employé(e)s techniques et employé(e)s des activités de loisirs (Amalgamated Union of Public Corporations, Civil Service Technical and Recreational Services Employees, AUPCTRE) [s'est également opposée à la privatisation.](#)

Nigeria : Kemi Busari du *Premium Times* a écrit [un article de fond en deux parties](#) sur l'échec de la concession de l'aéroport Osun MKO Abiola, malgré les milliards de nairas payés par les contribuables pour le « partenariat public-privé », qui a depuis lors été résilié. « D'après nos recherches, aucune de ces exigences n'a été satisfaite dans le cadre de la concession AWOL. Les enquêtes révèlent que dans le cas de l'aéroport international MKO, « **aucune annonce, aucun appel d'offres, ni aucune évaluation ou approbation** » n'a été mené. Au contraire, le gouvernement de l'Etat a privilégié AWOL et lui a légué le contrat. »

Nigeria : Menés par le **Syndicat des employé(e)s du secteur de l'électricité du Nigeria (Nigeria Union of Electricity Employees, NUEE) et son Secrétaire général, M. Joe Ajaero**, les travailleurs/euses du secteur de l'électricité ont fermé Ikeja Electric (IE) en raison de la thésaurisation des compteurs et du mauvais traitement des travailleurs/euses, [afin de demander une révision du programme de privatisation](#) « dans les plus brefs délais ». Ils/elles accusent l'entreprise de « ne pas avoir tenu ses promesses ». Les travailleurs/euses du secteur de l'électricité, « furieux/euses », ont barricadé le siège d'IE et « ont condamné, entre autres, le **licenciement arbitraire de travailleurs/euses sans consultation avec le syndicat**, des conditions médiocres, une structure salariale inégale, l'adoption de politiques hostiles aux travailleurs/euses ainsi que la frustration liée à la mise en œuvre de conditions de service ».

Nigeria : Le gouvernement a publié un appel à manifestation d'intérêt destiné aux investisseurs privés pour « [la cession de la compagnie de distribution d'électricité Yola \(Yola DISCO\) à un investisseur principal.](#) » La date limite est fixée au 26 septembre 2018.

Zimbabwe : Le gouvernement a annoncé [la privatisation et la fusion d'entreprises paraétatiques](#). « Les principales entreprises paraétatiques et les plus grands fabricants, y compris l'assembleur de véhicules Willowvale Mazda Motor Industries, ainsi que Chemplex Corporation et Deven Engineering, sont prêts pour une privatisation partielle. **L'autorité de l'aviation civile du Zimbabwe sera « désintégrée et deviendra une autorité réglementaire et aéroportuaire** », alors que le programme actuel de recapitalisation des chemins de fer nationaux du Zimbabwe devrait se poursuivre.

Asie-Pacifique

Australie : Il y a tout juste trois ans, **Scott Morrison, le nouveau Premier ministre libéral**, a suggéré que « [les Etats devaient ouvrir la fourniture des soins de santé et autres services sociaux et humains au secteur privé](#) ».

Australie : **Kylie McKelvie, Présidente de l'Association des services publics de Nouvelle-Galles du Sud (Public Service Association of NSW)** explique [pourquoi la privatisation des services d'invalidité est « la plus cruelle de toutes](#) ». Le 17 septembre, le Parlement de Nouvelle-Galles du Sud [tiendra une audience sur ce sujet au Parlement à Sydney. N'hésitez pas à consulter les nombreuses contributions soumises dans le cadre de l'audience.](#) Le **Conseil australien des syndicats (Australian Council of Trade Unions, ACTU)** a déclaré que « les améliorations qui seront apportées par le NDIS [ne doivent pas servir d'excuse aux gouvernements fédéraux et territoriaux pour privatiser leurs systèmes existants de soutien à l'invalidité](#) et déroger à leur responsabilité de prendre soin des personnes handicapées. Le maintien d'un certain rôle dans la fourniture directe de services d'invalidité permettra aux personnes handicapées d'avoir un plus grand choix de prestataires pour répondre à leurs besoins. Les emplois doivent être préservés. Les taux de rémunération, les conditions, les droits et les paiements de transfert pour le personnel qui se dirige vers un prestataire non gouvernemental doivent être garantis. » [Le parti travailliste](#) s'est engagé à supprimer le plafonnement arbitraire des niveaux de dotation en personnel du [régime national d'assurance invalidité](#), ce qui, selon les porte-paroles des personnes handicapées, [force le régime à recourir à des sous-traitants, entraînant retards et confusion.](#)

Australie : **Nadia Rodriguez, membre de l'Association d'infirmières et de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Nurses and Midwives Association)** et infirmière à l'hôpital Shellharbour depuis 18 ans, constate que « [les infirmiers/ères font face à une charge de travail extrêmement lourde](#) ». Luke Foley, le chef de l'opposition de Nouvelle-Galles du Sud, a remis en cause les promesses budgétaires du gouvernement et a déclaré : « **Maintenant que le gouvernement s'éloigne, du moins temporairement, de ses plans de privatisation**, il doit préciser clairement ce que les 251 millions de dollars vont permettre de financer, afin que nous soyons en mesure de répondre. »

Australie : Le **Syndicat australien des travailleurs/euses sans emploi (Australian Unemployed Workers' Union, AUWU)** salue le lancement d'une « [enquête du Sénat sur Jobactive \(le système de services d'emploi de 7 milliards de dollars privatisé\)](#). Nous encourageons toutes les personnes ayant utilisé ce système à faire part de leurs expériences au Sénat ».

Australie : [Les intérêts des acteurs privés lucratifs continuent de progresser dans le domaine des registres du cadastre](#). Macquarie Infrastructure and Real Assets **a fait une offre pour le registre des titres fonciers du Victoria**, de même que First State Super, le prestataire chargé du registre du cadastre de Nouvelle-Galles du Sud. Selon l'*Australian Financial Review*, « il sera intéressant de voir à quelle vitesse les soumissionnaires s'attaqueront à l'**Australie-Occidentale, qui est le prochain Etat sur le programme de privatisation des titres fonciers**. L'Australie-Occidentale a récemment rejeté une proposition de vente de son registre des titres fonciers, mais va lancer une vente aux enchères pour commercialiser sa plateforme automatisée en ligne Advara. UBS, Flagstaff Partners et Minter Ellison mènent les enchères du Victoria. RBC Capital Markets conseille le consortium First State, alors que Macquarie Capital et Credit Suisse travaillent pour MIRA et ses partenaires. »

Australie : D'après le **Syndicat de la communauté et du secteur public australien (Community and Public Sector Union, CPSU)**, une enquête parlementaire a révélé que les grandes sociétés de conseil multinationales dépouillaient les services publics. « Ce contrôle intervient alors que les soumissions départementales à l'examen des services publics australiens du gouvernement Turnbull ont confirmé que [le plafonnement illogique des niveaux de dotation en personnel du Commonwealth par le gouvernement entraîne une sous-traitance onéreuse vers des sociétés de conseil, qui se fait par le biais de sous-traitants et d'arrangements pour le recrutement de la main-d'œuvre](#) », a ajouté le CPSU.

Inde : [La privatisation des services publics met à mal l'accès des femmes aux espaces publics](#). Dès lors, les protestations contre les **plans de privatisation de la société municipale de Brihanmumbai** fusent. « Les recherches menées entre 2003 et 2006 par le projet Genre et espace, auxquelles j'ai [Shilpa Phadke] participé, sur l'accès des femmes aux espaces publics à Mumbai, publiées dans le livre « *Why Loiter?* », ont démontré sans équivoque que le **transport public** – le réseau de bus BEST de la ville, les trains de banlieue et les liens entre les deux – avait fait de Mumbai la ville la plus accueillante et la plus accessible pour les femmes dans le pays. Dix ans plus tard, nous constatons l'érosion progressive des services BEST et apprenons que la société municipale de Brihanmumbai a l'intention **de confier les opérations à des agences privées et de vendre les dépôts de bus à des promoteurs immobiliers**. En résumé, **il s'agit de défaire un système qui fonctionne, et qui fonctionne brillamment.** »

Inde : Des centaines de technicien(ne)s médicaux/ales sans emploi, mené(e)s par la branche étudiante du Congrès, se sont heurté(e)s aux forces de police à Odisha [en raison de la privatisation des services de diagnostic dans les hôpitaux publics](#). « Le gouvernement **a décidé de privatiser les services de diagnostic alors que la plupart des hôpitaux publics manquent de bon(ne)s technicien(ne)s**. Nos diplômés sont inutiles puisque la majorité d'entre nous est sans emploi malgré nos diplômes. Les étudiant(e)s d'universités privées prennent nos emplois », a déclaré Liza Patnaik, qui manifestait contre la décision du gouvernement.

Inde : Dans le minuscule Etat himalayen de Sikkim, des milliers de personnes ont envahi les rues pour exiger des services de santé publique de meilleure qualité. **Sagar Sharma**, membre du **Forum de la jeunesse progressiste de Sikkim (Sikkim Progressive Youth Forum)**, « [a déclaré qu'il ne \[fallait\] pas encourager la commercialisation et la privatisation de l'hôpital du district, Geyzing](#). Il a ajouté que le manque d'équipements médicaux et de médicaments dans l'hôpital **contraignait les citoyen(ne)s à utiliser les services des centres de diagnostic et des magasins d'articles médicaux privés, qui ont ouvert aux alentours de l'hôpital**. Il prétend que les **affaires des magasins de médicaments privés se portent bien** en raison du manque de médicaments dans l'hôpital. »

Inde : Le **rassemblement** des travailleurs/euses à revenus très faibles de **Mazdoor Kisan Sangharsh**, qui aura lieu le 5 septembre, à Delhi présentera une liste de revendications, telles que [la fin de la privatisation des services publics](#). « **La liquidation à bas prix des unités du secteur public au secteur privé** est une politique bien ancrée de tous les régimes néolibéraux. Durant ses dix années au pouvoir, le gouvernement UPA précédent – dirigé par le Congrès – a liquidé environ 1,08 billion de roupies d'actifs du secteur public. Mais Modi Sarkar a porté cette politique à un niveau supérieur. **Il a liquidé plus que ce que le Congrès avait liquidé en 10 ans.** »

Inde : La [Cour suprême](#) déplore « **le manque de médecins ainsi que la privatisation et la commercialisation malheureuses de la noble profession médicale** ».

Inde : Après [l'abandon des plans](#) visant à vendre [la participation majoritaire du gouvernement dans la Dredging Corporation of India \(DCI\)](#), trois ports [envisagent d'investir dans l'entreprise](#). « Trois des principaux ports publics ont non seulement [sauvé la Dredging Corporation of India Ltd \(DCI\) de la privatisation](#), mais ils ont également permis de garantir du travail aux entreprises de dragage du secteur public, en réinstaurant la méthode de sélection par attribution de contrats. Plus tôt ce mois-ci, la Visakhapatnam Port Trust, la Paradip Port Trust et la New Mangalore Port Trust ont décidé d'acquérir une participation de contrôle dans la DCI, dans le cadre d'un contrat conclu par le ministère du Transport maritime. »

Inde : La Commission des subventions universitaires (*University Grants Commission*) a publié [de nouvelles règles autorisant les organismes de partenariat public-privé à évaluer et accréditer les établissements scolaires](#), « ce qui a suscité des critiques de la part des universitaires, qui affirment que **la politique mènera à la vente des notes d'accréditation** ». **Rajesh Jha, membre du conseil exécutif de l'Université de Delhi**, a déclaré : « **Le gouvernement essaie de promouvoir la privatisation de l'enseignement supérieur**. Il veut que les meilleures universités prennent leur autonomie pour commencer à autofinancer des formations. Il veut accorder le statut d'éminence à l'Institut Jio, qui doit encore être établi. Il implique désormais également des entités privées dans la tâche d'accréditation. »

Inde : L'**Association des employé(e)s du gouvernement de Tamil Nadu (*Tamil Nadu Government Employees' Association*)** et des mouvements de jeunesse, tels que la **Fédération des étudiant(e)s d'Inde (*Students Federation of India*)**, [protestent contre les comités chargés de la rationalisation du personnel](#). Selon les manifestant(e)s, le comité, qui vise à identifier les postes « redondants » et ceux qui peuvent être sous-traités, n'est rien d'autre qu'un euphémisme pour des suppressions d'emplois et la privatisation de plusieurs services.

Indonésie : A Jakarta, [un mouvement de femmes mène la lutte contre la privatisation des services d'eau](#). Peoples Dispatch s'est entretenu avec **Dinda Nuur Anisaa Yura de Solidaritas Perempuan (Femmes solidaires en faveur des droits humains)** concernant le mouvement contre la privatisation des services d'eau. « **Si le RCEP [Partenariat économique régional global, un méga-accord de libre-échange] devient réalité, il n'y a aura pas que deux entreprises qui contrôleront les ressources en eau, et le secteur de l'eau en Indonésie sera davantage privatisé**. Peu de communautés peuvent encore accéder à l'eau gratuitement à l'heure actuelle ; à l'avenir, le RCEP et d'autres accords commerciaux vont réduire notre accès aux ressources en eau, puisque ces dernières seront saisies [par les sociétés]. C'est notre souveraineté qui en pâtira. »

Pakistan : Le nouveau Premier ministre Imran Khan [ouvrira les négociations avec le FMI](#), « pour demander jusqu'à 12 milliards de dollars de prêts **qui pourraient donner lieu à la privatisation de certains actifs nationaux** ».

Philippines : [La privatisation des aéroports déplace les travailleurs/euses](#). L'**Association des travailleurs/euses de l'aéroport international Diosdado Macapagal (*Workers Association of the Diosdado Macapagal International Airport, SMDM*)** « a exhorté ses 340 membres à se joindre aux actions visant à demander à la BCDA de révéler ses plans aux travailleurs/euses qui seront concerné(e)s par la privatisation. **Manuel Bañez, Président de la SMDM, a déclaré** que même le conseil d'administration de la CIAC n'était au courant de rien. « Cela n'est pas normal, car Vicencio Dizon, Président et Directeur général de la BCDA, et Arthur Tugade, Secrétaire aux transports, sont respectivement Président et Vice-Président du conseil d'administration de la CIAC. » Il a déclaré qu'aucun d'eux n'avait participé à la dernière réunion du conseil.

Philippines : La Chambre des représentants [a exhorté le Président Duterte d'arrêter de vendre les hôpitaux publics au secteur privé](#). « **L'interdiction préconisée de la privatisation des établissements de soins de santé publics concerne les quatre hôpitaux spécialisés** de la ville de Quezon, à savoir l'Institut de transplantation *National Kidney and Transplant Institute*, le *Philippine Heart Center*, le *Lung Center of the Philippines* et l'hôpital pour enfants *Philippine Children's Medical Center*. Le projet de loi stipule par ailleurs que 90 pour cent des lits des établissements doivent être alloués aux patient(e)s défavorisé(e)s. » La Chambre [a approuvé le projet de loi lors de sa troisième lecture à 218-0-0](#).

Inter-Amériques

Antigua-et-Barbuda : Le gouvernement néolibéral d'Antigua poursuit ses tentatives [de déposséder et de cerner Barbuda](#), où les droits fonciers communaux traditionnels ont persisté jusqu'à ce jour, non sans une résistance farouche des Barbudien(ne)s eux/elles-mêmes. **L'émission de radio Latino Media Collective s'est entretenue avec Dr Matthew Quest** concernant la lutte en faveur de la justice sociale et environnementale à Antigua-et-Barbuda.

Argentine : Le gouvernement [va permettre aux entreprises dont les responsables sont cités dans des enquêtes pour corruption de continuer à travailler sur les projets existants et à soumettre des offres pour de nouveaux projets](#). « Face à la menace d'une récession au second semestre de l'année, le gouvernement prévoit de poursuivre le programme de 35 milliards de dollars du Président Mauricio Macri en matière d'infrastructure, **y compris les projets de partenariat public-privé**. Dietrich a informé neuf banques, notamment HSBC et ICBC, lors d'une réunion plus tôt vendredi. Le scandale de corruption qui a secoué le pays n'arrêtera pas ce processus, a-t-il déclaré. »

Brésil : Ricardo Lewandowski, juge de la Cour suprême brésilienne, [a prévu une audience publique le 28 septembre](#) « concernant une injonction qu'il a prononcée en juin, **en vertu de laquelle toutes les ventes d'entreprises contrôlées par l'Etat sont d'abord approuvées par le Congrès**. Le juge Lewandowski donnera la parole à 57 personnes lors de l'audience, d'après les documents consultés par Reuters. **Des dirigeant(e)s syndicaux/ales figureront parmi les intervenant(e)s**. »

Brésil : Des entreprises et sociétés de capital-investissement privées étrangères s'emparent des actifs publics brésiliens dans le secteur de l'énergie, notamment [le fonds souverain singapourien GIC, le groupe Blackstone, la SA française Engie et la Royal Dutch Shell](#).

Canada : [La privatisation des hôpitaux a été bloquée au Nouveau-Brunswick](#). Le gouvernement du Nouveau-Brunswick **a officiellement rejeté la prise de contrôle par Sodexo de la gestion des services d'alimentation, de nettoyage et de portage des patients** dans les hôpitaux du Nouveau-Brunswick. « Après les pétitions, les manifestations, les assemblées et les plaidoiries citoyennes, nous avons réussi à arrêter la privatisation », a résumé **Norma Robinson, Présidente du SCFP 1252, le Conseil des syndicats hospitaliers du Nouveau-Brunswick**.

Canada : **Le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO)** a lancé un avertissement : le programme « d'efficacité » dans la fonction publique et les baisses d'impôt promises par le Premier ministre Doug Ford vont aggraver le phénomène de médecine de couloir et la pénurie de lits dans les hôpitaux de la province. Selon un nouveau rapport intitulé [Hallway Medicine: It can be fixed](#) (La médecine de couloir, on peut s'en débarrasser), le CSHO analyse en profondeur certaines problématiques, **notamment les conséquences néfastes de la privatisation sur la fourniture de services**. « **La privatisation a toujours hanté le gouvernement libéral précédent**. Les cliniques privées de physiothérapie se sont vu retirer leur financement après que le ministre de la Santé a révélé que « les 94 cliniques existantes [disposaient] d'une capacité illimitée pour facturer leurs services au gouvernement et [étaient] devenues très créatives dans leur facturation. » Problèmes liés aux PPP : **Un rapport préliminaire de l'auditeur général a montré que le premier hôpital privatisé dans le cadre d'un « partenariat public-privé » (PPP) (l'Hôpital Civic de Brampton) avait enregistré des centaines de millions de dollars de coûts supplémentaires**. Le gouvernement n'était pas au courant de cette situation. C'est pourquoi l'auditeur général a revu la prochaine série de projets de PPP dans les hôpitaux et a révélé que **les trois prochains hôpitaux dépassaient de 8 milliards de dollars le coût par rapport au secteur public**. »

El Salvador : La bataille entre [la privatisation de l'eau et la garantie d'un droit constitutionnel d'accès à l'eau](#) bat son plein au sein de la législature, et recueille des propositions divergentes. « Nous ne voulons pas la légalisation de l'exploitation de l'eau », a déclaré **Oscar Ruiz, représentant de l'Association unie communautaire pour l'eau et l'agriculture (Asociación Comunitaria Unida por el Agua y la Agricultura, ACUA)**. Conjointement avec les résident(e)s concerné(e)s, M. Ruiz a récemment déposé plainte auprès d'un tribunal environnemental concernant une lagune asséchée dans une communauté agricole, où les plantations de canne à sucre à grande consommation d'eau épuisent les ressources. « **Les communautés sont, pour ainsi dire, privées d'eau**. » L'un des principaux sujets de discorde concerne **le contrôle du conseil chargé de la régulation de l'eau** et, plus spécifiquement, le rôle des intérêts privés dans l'union des municipalités (COMURES). « D'aucuns estiment que la COMURES, un organe non gouvernemental actuellement dominé par ARENA, sélectionnera un(e) représentant(e) des deux principaux partis politiques, le FMLN et ARENA. Les critiques prétendent quant à elles que, dans la pratique, le siège d'ARENA garantira un vote supplémentaire favorable aux entreprises et **fera ainsi incliner le conseil en faveur des intérêts privés**. » [La législature se dirige vers un projet de loi final](#). « Le débat sur le projet de loi a été interrompu pendant plusieurs semaines pendant que les membres du comité ont rencontré les représentant(e)s d'ONG, d'associations d'entreprises et

d'établissements universitaires pour écouter leurs avis sur le projet. » Les représentant(e)s de [différentes églises à El Salvador ont exhorté le Congrès à promulguer une loi interdisant la privatisation de l'eau](#), faisant valoir que l'eau était un bien public et un droit humain fondamental.

Etats-Unis : **Randi Weingarten, Présidente de la Fédération américaine des enseignant(e)s (American Federation of Teachers President)** et **Jesse Sharkey, Vice-Président du Syndicat des enseignant(e)s de Chicago (Chicago Teachers Union)** félicitent le **Fonds de pension des enseignant(e)s de Chicago (Chicago Teachers Pension Fund)**, [qui a ajouté les prisons à but lucratif à sa liste des investissements interdits](#). Une vague d'actions sur les retraites a eu lieu à l'encontre des entreprises cherchant à profiter des politiques scandaleuses de l'administration Trump relatives à l'immigration et à l'incarcération massive.

Etats-Unis : Lors de leur convention à Pittsburgh, [des milliers de travailleurs/euses de la poste se sont mobilisé\(e\)s contre la privatisation](#). « Les participant(e)s à la manifestation, organisée par le **Syndicat américain des travailleurs/euses de la poste (American Postal Workers Union)**, ont protesté contre un rapport de la Maison-Blanche attendu prochainement, qui recommandera probablement la privatisation du service postal qui, selon les critiques, perd de l'argent et tente de résister à l'essor des communications électroniques. Le syndicat avance que la **privatisation mettra fin au service universel** et entraînera une hausse des prix, un traitement inégal des Américain(e)s issu(e)s des régions rurales et un démantèlement de l'héritage de l'agence. »

Etats-Unis/Porto Rico : **Cathy Kunkel de l'Institut d'analyse financière et économique du secteur de l'énergie (Institute for Energy Economics and Financial Analysis)** craint que la privatisation du système d'électricité de l'île sans supervision réglementaire [ouvre la voie à des accords commerciaux corrompus mus par des intérêts politiques](#). « Dans un rapport auquel Cathy Kunkel a contribué, l'IEEFA doutait sérieusement qu'un nouveau propriétaire privé, sans une réglementation solide, se tournerait volontairement vers des sources d'énergies renouvelables : Pourquoi déploieraient-ils différentes méthodes de production d'énergie, telles que l'énergie solaire, alors que ces méthodes sont en concurrence avec le réseau d'énergie centralisé qu'ils viennent d'acheter ? » N'hésitez pas à consulter le rapport : [PREPA Privatization Law Invites More Contracting Scandals](#) (La loi PREPA sur la privatisation ouvre la voie à davantage de scandales au niveau des contrats).

Etats-Unis : Près d'un an après les conséquences dévastatrices qu'a engendrées l'ouragan Maria sur les communautés de l'île, les manifestations contre la **privatisation du capitalisme du désastre** se poursuivent. [Les enseignant\(e\)s ont fait grève pour protester contre la privatisation du système éducatif et les fermetures massives d'établissements scolaires qu'elle entraîne](#). « **Nous ne sommes pas des objets** », a déclaré un parent. « **Nous ne sommes pas des meubles que l'on peut déplacer d'un endroit à l'autre. Nous ne sommes pas des cartons qu'il faut consolider. Nous sommes des êtres humains qui ne peuvent pas être déracinés sans conséquence**. Nos enfants ont déjà été traumatisés par l'ouragan et voilà que le secrétaire Keleher les traumatise à nouveau. »

Etats-Unis : [Les enseignant\(e\)s et le personnel de soutien s'insurgent](#) contre la loi qui permet l'établissement d'un nombre illimité d'écoles privées à charte en Californie, **entraînant une diminution des fonds disponibles pour les élèves, des suppressions de postes et de classes ainsi qu'une réduction du budget pour l'entretien des écoles de proximité traditionnelles**. N'hésitez pas à visiter [howmuchcharterscost.org](#) et à consulter le **nouveau rapport du centre de recherche In the Public Interest : [Breaking Point: The Cost of Charter Schools for Public School Districts](#)** (Point de rupture : le coût des écoles à charte pour les districts scolaires publics).

Etats-Unis : Avec le soutien d'une **coalition de porte-paroles de l'environnement, de la religion et du travail**, **Catherine Pugh, maire de Baltimore**, a signé une proposition d'amendement de la charte fondamentale visant à **interdire la privatisation du système public de distribution d'eau de la ville**, ouvrant la voie à une confrontation électorale lorsque la question sera posée aux électeurs/trices en novembre. [Les partisan\(e\)s sont persuadé\(e\)s que la mesure sera adoptée](#). **Glenard Middleton, Président de l'AFSCME Council 67 et Vice-Président international**, [a témoigné devant le conseil municipal pour soutenir l'interdiction](#). [Comme l'a écrit Jeremy Mohler, représentant du centre de recherche In the Public Interest](#) : « Les dirigeant(e)s de Baltimore viennent de faire preuve de ce qu'on appelle communément de la "volonté politique", un bien rare à l'ère des réductions d'impôts incessantes. **Soutenus par des organisations de résident(e)s et des groupes tels que Food & Water Watch et Communities United**, ils jettent les bases d'une vraie solution à l'infrastructure vieillissante de la ville, **plutôt que d'utiliser la privatisation, qui n'est que de la poudre aux yeux**. »

Iles Cayman : La loi régissant les partenariats public-privé [a été durcie](#). En tant que territoire britannique d'outre-mer, les Iles Cayman relèvent de la juridiction du Royaume-Uni, mais jouissent d'une indépendance en matière de législation et de processus d'élaboration des politiques. « Tout d'abord, **les PPP doivent faire l'objet « d'une évaluation solide appuyant le projet proposé avant la détermination des moyens financiers », afin de prouver la nécessité du projet.** Par ailleurs, **une évaluation positive du comparateur du secteur public**, voire une « évaluation financière qui démontre une meilleure rentabilité par rapport à une alternative financière conventionnelle, **est essentielle.** » **Les PPP doivent être plus efficaces que toute autre méthode de passation de marché.** Un « exemple d'accessibilité financière sur le long terme évalué et approuvé par les experts techniques compétents sélectionnés par le gouvernement des Iles Cayman » est également obligatoire. Cette méthode est conforme à la politique du gouvernement des Iles Cayman en ce qui concerne l'adoption de techniques du secteur privé pour la gestion publique, telles que l'introduction d'études de cas et la gestion de contrat. »

Mexique : Avec la prise de fonction d'Andrés Manuel López Obrador à la présidence le 1^{er} décembre prochain, les négociations commerciales avec les Etats-Unis, qui en sont à leur deuxième mois, traversent une période de tension alors que le représentant du président élu [veut s'assurer qu'il aura le pouvoir de gérer le processus de privatisation du secteur de l'énergie au Mexique](#). « Lors d'un entretien en juillet, Jesús Seade [le négociateur commercial en chef d'Andrés Manuel López Obrador, AMLO] a défendu ce que certains appellent la position énergétique "Mexico first" d'AMLO, prétendant que le président élu ne cherchait qu'à "revoir" les contrats énergétiques pour "d'éventuels cas de corruption". Il a déclaré que les contrats actuels avec les entreprises des Etats-Unis seront "incontestablement" honorés, mais les accords énergétiques seront réexaminés pour "garantir leur légalité". **"Aucune résiliation ne sera effectuée autrement", a-t-il ajouté lors de l'entretien.** "Pour l'avenir, je pense qu'il veut ralentir car il désire en même temps renforcer la compagnie pétrolière mexicaine, PEMEX, et cela est tout à fait normal."

Alberto Montoya, futur secrétaire aux Hydrocarbures d'AMLO, a déclaré lors d'une présentation en avril à l'institut de formation politique Carlos Ometochtzin (*Escuela de Formación Política Carlos Ometochtzin*) que le **programme de l'administration précédente relatif à la privatisation de l'énergie "[équivalait] à une trahison envers notre pays"** et transformait le Mexique en "colonie économique" des Etats-Unis. (...) En réponse à un membre du public qui lui demandait s'il pensait que le Mexique pourrait réalistement défaire les réformes, M. Montoya a déclaré : "Ce n'est pas que nous le pouvons, mais que nous le devons", avant d'ajouter : "Ce n'est pas une option". »

Paraguay : **Le journaliste Celso Guanipa Castro** se demande [si des changements sont à espérer sous la présidence de Mario Abdo Benítez, qui vient d'achever un tour des Etats-Unis](#), où il a rencontré Steve Mnuchin, secrétaire au Trésor, Wilbur Ross, secrétaire au Commerce, Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, et Luis Alberto Moreno, Président de la Banque interaméricaine de développement (BID). « Mario Abdo a résolu les contradictions internes au sein de son parti, en particulier avec M. Cartes, toujours avec le soutien de l'ambassade des Etats-Unis, qui semble appuyer le nouveau gouvernement. En ce qui concerne les mouvements sociaux, il restera dans la lignée des gouvernements soumis, antinationaux et antipopulaires, au service des intérêts des Etats-Unis, des transnationales et du Fonds monétaire international, qui a déjà commencé à durcir ses mesures à l'égard des droits des travailleurs/euses, **avec la privatisation de la sécurité sociale, l'une des réformes prévues pour les deux prochaines années.** »

Europe

Espagne : La *Cámara de Cuentas*, l'organe de contrôle officiel, [a remis en cause la privatisation des hôpitaux](#) dans la région de Madrid, affirmant qu'aucune preuve n'avait été fournie attestant d'une quelconque augmentation de l'efficacité ni de l'amélioration des soins de santé après la privatisation. Le rapport préliminaire, que s'est procuré le journal [El Diario](#), explique qu'aucune analyse n'a été menée pour comparer l'efficacité et l'efficacité des services privatisés par rapport à la fourniture directe de la part du secteur public.

France : Des groupes d'investissement privés affluent [pour lancer des offres de plusieurs milliards d'euros afin d'acquérir des parts dans l'exploitation des aéroports de Paris-Charles de Gaulle et d'Orly](#), qui figurent parmi **les premières privatisations prévues en France en 2019**. « Pour l'instant, **ADP**, le groupe énergétique **Engie** et le géant des jeux de loterie **FDJ** sont les principales entreprises ciblées. Selon des personnes proches du dossier, trois consortiums se créent, dont les chefs de file sont le fonds américain **Global Infrastructure Partners (GIP)**, le groupe français **Vinci** et le fonds australien **IFM**. L'entreprise **Atlantia**, enregistrée à Milan, envisage également de participer aux enchères d'ADP dans le cadre d'un quatrième consortium. **Toutefois, selon des banquiers et des analystes, un**

tel plan pourrait être annihilé par l'effondrement du pont d'autoroute à Gênes cette semaine, qui a fait 38 morts. »

Italie : L'effondrement d'une partie d'un pont à Gênes, [qui a entraîné la mort d'au moins 43 personnes](#), soulève des questions quant aux mauvais investissements réalisés dans les infrastructures en Italie et la dégradation des routes et des ponts, **ainsi que sur la privatisation des routes, les « partenariats public-privé » et les concessions à long terme**. Dans un article paru dans *Jacobin*, [David Broder](#) relate la longue histoire de la **corruption politique et des entreprises, l'obsession pour l'austérité et les dissimulations qui ont dégradé les infrastructures publiques gérées par le secteur privé en Italie**. « La plus grande partie des infrastructures routières italiennes remontent aux années 1960 et 1970, y compris le pont Morandi. Depuis 1999, lorsqu'il a été vendu par le gouvernement de centre-gauche de Massimo d'Alema, le réseau autoroutier est contrôlé par des intérêts privés. **Il s'agissait d'un acte de démembrement d'actifs et reflétait le culte des « partenariats public-privé »**, si chers à la social-démocratie européenne de l'ère de Tony Blair. Comme l'a souligné Luigi di Maio, chef du Mouvement 5 étoiles (M5S), après la catastrophe de mardi, l'accord a fait de l'Italie un des pays d'Europe ayant le plus de péages routiers, gérés par des sociétés qui cherchent à réduire les coûts et qui paient de faibles taxes au Luxembourg.

Italie : Comme l'écrit [Elisa Moretti, militante de Potere al Popolo \(Le pouvoir au peuple\)](#) : « L'effondrement du pont de Gênes est le Grenfell italien – et [le gouvernement préfère persécuter les migrant\(e\)s plutôt que d'examiner les causes profondes de ce qui s'est passé](#). (...) **Il s'avère néanmoins difficile de comprendre comment les défaillances seront évitées à l'avenir, à moins de remettre en cause la logique de la privatisation**. L'histoire de l'Italie est marquée par des infrastructures médiocres, une mauvaise planification urbaine et une réglementation faible, mais la privatisation implique qu'en cas de catastrophes telles que l'effondrement du pont Morandi, il suffit d'imputer la faute à l'entrepreneur et d'éluder ainsi le problème d'une réforme plus globale.

Italie : Des dirigeant(e)s d'associations de travailleurs/euses, de la fonction publique et des retraité(e)s [appellent à la mobilisation « de toute la Polésine à partir de septembre et durant tout l'automne](#), afin d'attirer l'attention sur les problèmes du secteur social et de la santé, en particulier **l'abandon de l'hôpital de Rovigo en tant que centre de la région**, ce qui menace d'entraîner des pénuries pour certaines spécialisations de pointe. **L'attention doit par ailleurs être portée sur la tendance croissante à la privatisation, qui pourrait également concerner les médecins généralistes**, ainsi que les investissements dans les métiers de la santé et les réformes sur les IPAB, les institutions publiques d'assistance et de bienfaisance. » **Fulvio Dal Zio, Secrétaire de la CGIL, David Benazzo, Secrétaire général de la FP-CGIL Rovigo, et Daniela Argenton, Secrétaire générale de la SPI-CGIL Rovigo**, entre autres, ont suggéré de lancer « un cycle d'opérations conjointes ».

Malte : Des rapports révèlent [qu'un hélicoptère défilant opéré par le secteur privé a contribué au décès d'un patient, soulevant de nouvelles questions sur la privatisation des hôpitaux à Malte](#). « Les autorités de l'hôpital de Gozo nient les déclarations d'un député nationaliste, qui affirme qu'un homme est décédé en raison des retards dus à une défaillance de l'hélicoptère d'évacuation médicale de **Steward Health Care**, à Gozo. (...) Steward Health Care, qui dirige l'hôpital général de Gozo, est sous le coup d'accusations émises par le parti nationaliste contre le gouvernement, depuis qu'il a annoncé **la concession de l'hôpital général de Gozo, de l'hôpital de rééducation Karin Grech et de l'hôpital St Luke à Vitals Global Healthcare, dans le cadre d'un accord particulièrement controversé**. Parmi les accusations figure la **pénurie de personnel** : le parti nationaliste dénonce la mauvaise qualité des conditions de gestion et de soins de l'hôpital. Le gouvernement a balayé la plupart de ces accusations. »

Norvège : Le Syndicat des employé(e)s municipaux/ales, Fagforbundet, a dénoncé [auprès des autorités la société de soins privée Aleris Ungplan & Boi pour des faits présumés de violation des législations relatives au travail, à la santé et à la sécurité, à la fiscalité, et même des infractions de droit pénal](#). Le syndicat a présenté des dossiers de plusieurs travailleurs/euses qui ont été privé(e)s de leurs droits relatifs à la rémunération, aux indemnités de maladie et aux retraites et qui ont été contraint(e)s de travailler pendant un nombre d'heures excessif. Ces cas concernent principalement des travailleurs/euses engagé(e)s comme « consultant(e)s » et non comme employé(e)s, ce qui permet à l'entreprise d'éviter de payer les frais relatifs aux retraites et à la maladie, entre autres coûts. La société est une filiale d'un grand prestataire de services sociaux et de santé du secteur privé : Aleris. Le Fagforbundet affirme que cette affaire est l'un des pires exemples de dumping social dans le secteur de la protection sociale, et exhorte le gouvernement régional – qui est responsable de la fourniture des services sociaux et de santé – à agir.

Royaume-Uni : [Alors que l'austérité muselle un comté anglais et renforce la sous-traitance des services publics, la révolte s'installe, même parmi les conservateurs/trices locaux/ales](#). « **L'expérience de la sous-traitance a échoué**

l'année dernière, avant même d'avoir totalement commencé. En février, le conseil a reconnu qu'il **n'existait aucune issue**, dans une déclaration officielle de faillite. En réponse, les dirigeant(e)s conservateurs/trices à Londres ont mobilisé des inspecteurs/trices du gouvernement. (...) Mme Smith et d'autres conservateurs/trices locaux/ales ont affirmé que le rapport des inspecteurs/trices était injuste et que **le gouvernement national accusait à tort le conseil.** Elle a expliqué que d'autres conservateurs/trices locaux/ales et à Londres étaient de plus en plus exaspéré(e)s par ses déclarations affirmant que **le nœud du problème provenait de l'insuffisance de fonds.** "Ils/elles veulent que je taise la question du manque de financement", a-t-elle conclu. »

Royaume-Uni : Des conditions déplorables se font jour à l'heure où le gouvernement reprend le contrôle de la prison HMP Birmingham des mains du sous-traitant privé [G4S, qui fait face à de nombreux scandales](#). **Les échecs de la privatisation « sont apparents depuis bien longtemps.** Mais en 2018, à la suite de la renationalisation de la prison de Birmingham et de la ligne East Coast Main Line, [ils ne peuvent plus être dissimulés.](#) » En mars 2011, les responsables ont avancé que la privatisation de la prison en faveur de G4S « apporterait "innovation, efficacité et une meilleure rentabilité" sans "compromettre les normes". Sept ans plus tard, **ces nobles ambitions paraissent risibles.** » [Et les problèmes ne concernent pas seulement Birmingham.](#) « Les prisons "inhumaines" de Grande-Bretagne s'écroulent, avec 80 000 travaux de réparation en attente. (...) Les derniers chiffres montrent qu'environ un tiers des réparations sont sous-traitées à la société privée Amey. **Presque toutes les autres relevaient de la responsabilité de Carillion et ont désormais été confiées au gouvernement.** Richard Burgon, ministre fantôme de la Justice, l'a qualifié de **"catastrophe" de la privatisation.** "Il s'agit des conséquences désastreuses de l'obsession du parti conservateur pour la privatisation. Le contrat pour les travaux d'entretien, qui s'élève à des centaines de millions, n'a pas généré les économies promises", a-t-il déclaré. »

Royaume-Uni : Le conseil de Haringey abandonne la coentreprise de logement controversée de 4 milliards de livres, qu'il détenait conjointement avec une société privée. [Il suit désormais son propre chemin et crée une entreprise publique.](#) Au cœur de la discorde figurait l'**opposition de la population au transfert des terrains publics vers la coentreprise.** « Le système était également critiqué par le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn, qui plaidait pour que les communautés aient voix au chapitre quant aux développements dans leur localité. En mai dernier, de nombreux/euses candidat(e)s du parti travailliste ont été encouragé(e)s par l'approche du chef du parti, et l'opposition au HDV (Haringey Development Vehicle) est devenue un moteur de la campagne, à tel point que les habitant(e)s ont élu de nouveaux/elles dirigeant(e)s politiques après cela. »

60) Royaume-Uni : Selon des député(e)s, la [sous-traitance « irrationnelle » des tâches administratives du NHS au profit de Capita](#) a peut-être « exposé les patient(e)s à de graves risques ». « La chaîne d'approvisionnement du NHS a également fait face à des perturbations massives, en raison de pénuries fréquentes, mais imprévisibles. Et **la société a manifesté très peu d'intérêt pour résoudre les problèmes.** Le comité a accusé NHS England de "maximiser les économies financières" aux "dépens de la qualité des services". **Meg Hillier, Présidente du PAC,** a qualifié cette situation de "désastre" "total". "Il est tout simplement inacceptable qu'un problème d'approvisionnement mette les patient(e)s en danger et nuise à la capacité des médecins généralistes, des dentistes, des opticien(ne)s et des pharmaciens(ne)s à faire leur travail. **NHS England doit reconsidérer son approche de la sous-traitance et investir du temps pour établir ses contrats correctement**", a-t-elle déclaré. »

Royaume-Uni : Le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn a [plaidé en faveur de la fin de la privatisation du logement des demandeurs/euses d'asile et des réfugié\(e\)s, lors de sa rencontre avec des demandeurs/euses d'asile à Glasgow.](#) « J'ai par ailleurs été informé **des méthodes horribles utilisées par Serco, qui change les serrures des portes dès que les personnes sortent, afin de les évincer.** C'est inhumain et inacceptable, et j'exhorte Serco à changer son attitude et ses politiques dès maintenant. (...) **Je pense que la sous-traitance pose problème et n'est pas nécessaire ; le secteur public s'en charge bien mieux.** »

Public Services International (PSI) is a global trade union federation representing 20 million workers who deliver public services in more than 160 countries. PSI champions human rights, advocates for social justice and promotes universal access to quality public services. PSI complies with European Union privacy legislation. Please refer to our [privacy policy](#) or contact privacy@world-psi.org, if you want to view, update or delete any of your contact details. [Subscribe to our mailing lists: http://www.world-psi.org/subscribe](http://www.world-psi.org/subscribe)